Matteu Cirnensi
(J. F. Mattei-Torre)
di u P. C. A.

« *You are continuing the noble traditions of your glorious island of Corsica, so beautiful and so hospitable. You are the worthy sons of those who have defended the cause of freedom and of justice.* »

Lettre des patriotes Irlandais de l'I. P. C. à *Pierre Rocca*. (Muvra du 27 septembre 1925).

Que veut la Corse ?

AIACCIU
Stamparia di *A Muvra*

1926

SCDU DE CORSE
D 079 128963 3

DU MÊME AUTEUR, à la même Librairie

Pasquale de Paoli,
brochure de 32 pages — 0 fr. 50

Ornitomachia,
poème de Cervone Torrenti,
plaquette de 48 pages — 1 fr.

U Corbu. A Falata di u Maelstrom,
traduction de deux contes d'Edgar Poë,
brochure papier de luxe, 50 pages — 3 fr.

En préparation :

Apologia di a lingua Corsa

E più belle lettere di Paoli
scelte e spigate a tutti i Corsi

Anfarti ! ritratti di i pueta Corsi (P. Rocca, S. Casanova, Lucciardi, Maistrale, M. Appinzapalu, Codaccioni, U Sampetracciu, Olivieri, ecc.)

Que veut la Corse ?

067508146

Bibliothèque de l'Université CORTÉ

Matteu Cirnensi
(J. F. Mattei-Torre)
di u P. C. A.

« *You are continuing the noble traditions of your glorious island of Corsica, so beautiful and so hospitable. You are the worthy sons of those who have defended the cause of freedom and of justice.* »

Lettre des patriotes Irlandais de l'I. P. C. à *Pierre Rocca*. (Muvra du 27 septembre 1925).

Que veut la Corse ?

AIACCIU
Stamparia di *A Muvra*

1926

BIBLIOTECA
NAZIONALE

Que veut la Corse ?

à **Pierre Rocca.**

Souffrez, mon cher ami, que j'inscrive votre nom au seuil de ces pages.

Puis-je faire autrement qu'offrir ces modestes réflexions, en hommage, à celui-là même qui a été le promoteur du mouvement corsiste étudié dans ces quelques feuillets où la bonne volonté l'emporte sur le reste.

Ce sera votre honneur, mon cher ami, que d'avoir suscité ce courant d'opinion chaque jour plus fort, qui emportera notre pays vers une ère nouvelle qui sera celle de sa grandeur spirituelle et matérielle.

La gratitude des Corses doit vous être acquise, c'est pourquoi j'ai forcé votre modestie.

Matteu Cirnensi.

AVANT-PROPOS

La Corse peut vivre. Elle le veut de toute son âme avec l'ardeur dernière de sa volonté.

Après un effort longuement réfléchi, elle s'est rendu compte que, depuis cent cinquante ans, elle n'a pas eu de vie à elle, et que de la sorte elle a végété.

De cette ataxie indigne du génie de sa race, la Corse ne veut plus.

Attentifs aux moindres changements dans l'opinion publique, nous avons noté un mouvement très net dans le sens des idées corsistes. Aussi nous a-t-il paru utile de recueillir fidèlement les raisons de cette faveur pour en faire part à nos lecteurs.

Il devient, en effet, chaque jour évident pour chacun, qu'un nouvel état d'esprit vient d'éclore en Corse, état d'esprit favorable à un

prompt changement de l'actuel état de choses.

Bien des Corses, ont fini par se rendre à cette évidente constatation ; la Corse ne peut être sauvée que par la Corse. Elle n'a rien à attendre de conceptions administratives périmées, discréditées mêmes aux yeux de chacun.

Seul, un nouveau Modus vivendi, *en harmonie avec les nécessités présentes, est de nature à lui conférer la vitalité économique, qui aurait dû être sienne depuis longtemps.*

On trouvera ici, au fil de chaque phrase, des raisons de nature à prouver la faillite des vieilles méthodes qui entravent l'élan vers la prospérité de notre pays, l'empêchent de se développer.

Il sera dès lors impossible à tout esprit éclairé de ne pas se retourner du côté des réformes que nous préconisons et qu'il est urgent d'apporter dans l'administration de notre île.

Autant que possible, nos exem-

ples trancheront dans le vif, afin de rendre plus sensible à chacun la détermination de l'unique remède qui puisse nous sauver : l'autonomie.

Qu'on ne s'effraye pas au seul énoncé de ce mot, ainsi qu'on a accoutumé de faire. Pareille frayeur est injustifiée. L'autonomie est seule efficace, étant donné l'étendue de nos maux. On verra d'ailleurs au cours de notre exposé sous quel angle nous l'envisageons.

Il serait injuste de ne voir dans notre étude qu'un prétexte à déclamations plus ou moins variées en faveur d'utopiques libertés. Ce que nous avons voulu faire, est bien plus noble : Justifier aux yeux de chacun les raisons qui portent la Corse à se libérer de certaines entraves administratives, les amener, s'ils reconnaissent le bien fondé de nos observations, à se rallier à elles, afin de lutter pour que l'actuel état de choses soit modifié dans le sens le plus favo-

rable, aux besoins immédiats du pays.

Pour ce faire, nous avons indiqué brièvement, à la suite de quelles cruelles constatations sont nées et se sont développées chez nous, les idées régionalistes, dont le journal A Muvra *réalise aujourd'hui la synthèse. Car nul n'ignore que* A Muvra *est le plus fidèle miroir des aspirations de notre race.*

Pareille enquête, que nous sachions, n'a pas encore été faite. C'est une raison pour que nous la fassions, d'autant plus que de telles idées gagnent à être connues et commentées, précisées. Ainsi donc, avons-nous tâché, pour mieux expliquer le concept régionaliste, de faire rapidement l'historique du mouvement régionaliste dans les différents pays qu'il a agités. L'Irlande dont les luttes qui nous sont allées au cœur furent couronnées de succès. La Catalogne ensuite, où les autonomistes ont obtenu les concessions les plus essentielles de leurs doctrines. La Bretagne en-

fin qui, elle aussi, lutte pour son Autonomie.

Nous ne nous sommes pas abusés sur les difficultés d'un pareil travail. Nous sommes allés au devant d'elles. Nos lecteurs sauront nous dire si nous avons réussi dans notre propos.

M. C.

Volpajola, le 16 Janvier 1926

Que veut la Corse ?

LE CONCEPT RÉGIONALISTE

L'Exemple Irlandais

En 1915 il n'y avait encore en Irlande qu'un sentiment assez confus de nationalité, mêlé à un souvenir plutôt estompé dans la brume d'un passé lointain, d'une liberté perdue, d'une nationalité perdue. Cependant on ne doutait plus de la nationalité d'antan et, même, on envisageait assez couramment la nécessité d'un corps politique spécial au pays d'Erin. La vérité c'est que le sentiment national Irlandais commençait à se faire jour. Sentiment de l'entité politique, dira-t-on ? Eh oui ! mais cependant la conscience nationale n'allait pas plus loin dans ce sens. Ajoutons toutefois à ce sentiment assez vague, une absolue in-

compatibilité, une mésentente séculaire avec les Anglais.

Quant à la langue, depuis un siècle, elle avait reculé des environs de Dublin aux montagnes de l'Ouest de l'île. Stérilisée dans ses racines, elle était devenue rachitique à un point tel qu'on s'attendait à la voir disparaître d'un moment à l'autre. C'était l'agonie du langage gaélique. Les hautes chaines du Donégal et du Kerry allaient devenir le tombeau de cette langue, car sur ce sol ingrat moins de cent cinquante mille hommes achevaient de s'éteindre.

La langue anglaise tendait partout à supplanter la langue gaélique. Université, arts, littérature, vie intime ou collective, tout subissait l'empreinte Anglo-Saxonne. La langue et l'esprit anglais tendaient à détruire tout soupçon de gaélisme. En un mot l'Irlande se mourait.

La réaction.—Elle fut d'autant plus profonde qu'elle avait été tardive. Le *Sinn Fein* se dressa devant l'étranger qui cherchait le rétablissement du *Home rule*, ou retour à une cons-

titution autonome, dont les Irlandais avaient conservé le souvenir. Il n'y avait pas plus de cent ans que l'Irlande avait été administrativement réunie à l'Angleterre.

Cependant il s'agissait de déterminer le pôle positif sur lequel diriger son intelligence.

Et d'abord ! Quelle serait la base de la nouvelle culture qu'on allait se donner ? Cette nouvelle nation que l'on voulait ressusciter, serait-elle d'esprit britannique ou celtique? C'était là un point capital, qu'il importait de fixer au mieux des intérêts irlandais. Aussi les patriotes n'hésitèrent-ils pas. L'Irlande, pays celtique devait le demeurer ou plutôt le redevenir.

Mais pour cela il fallait plus qu'une décentralisation administrative, il fallait la liberté. Voilà pourquoi les patriotes irlandais inscrivirent orgueilleusement, en tête de leur mouvement : *Sinn-Fein, Nous-mêmes.*

La conquête de la liberté.— Pendant plus de vingt ans, le Sinn Fein

mena la lutte. La Ligue Gaélique lui fut un appui considérable, car cette ligue s'était employée à sauver ce qu'elle avait pu des traditions et de la langue celtique d'Irlande. Par diverses manifestations artistiques elle avait réussi à intéresser un grand nombre d'intellectuels à la conservation et à l'étude de la langue.

Le Sinn Fein complèta cette œuvre, qui avait déjà, avant 1914, cinq députés au Parlement de Londres.

Nous passerons très vite sur les phases de la lutte qui sont connues de tous...

La République a été proclamée. A Pâques 1916 un millier d'hommes tient à la Poste générale de Dublin pendant huit jours contre les forces anglaises réunies.

La répression est sanglante.

Malgré cela la victoire resta au Sinn Fein qui aux élection de 1919 obtenait un succès complet. Le Parlement irlandais est alors constitué *ipso facto* en dehors de l'Angleterre.

Cependant, la guerre dura deux ans encore menée par un peuple entier.

Un traité y met fin, reconnaissant en partie les revendications irlandaises.

L'Etat libre d'Irlande est désormais constitué.

Pourtant ce traité n'est pas reconnu par une forte minorité du Sinn-Fein qui désire la réalisation immédiate et absolue de l'indépendance.

D'autre part, la constitution d'un Etat du Nord demeuré anglais (dans les six comtés où l'immigration anglaise prédomine) laisse au cœur de l'Irlande la constante morsure de la division du pays.

Premiers avantages de cette indépendance. — Une conscience nationale complète, entière a fait place désormais à l'ancien sentiment d'*Home rule.* (1)

L'Etat s'est affirmé gaélique. Aussi la langue gaélique devient-elle

(1) Sans parler des avantages économiques que l'Irlande a retiré de sa nouvelle situation.

de fait langue nationale, l'anglais est traité comme langue secondaire. La situation linguistique a donc subi un revirement très profond.

Dublin elle-même est devenue gaélique. Les noms des monuments, des rues sont en gaélique de même que les pièces officielles. Le celtisme triomphe enfin.

Le revirement dans les esprits n'est pas moins grand. Les collèges gaéliques se remplissent en été de professeurs et instituteurs venus acquérir une science complète de la langue nationale.

Les cours de gaélique sont suivis par des milliers d'auditeurs et cela pour une raison pratique, la connaissance du gaélique est exigée aux examens.

Ainsi donc la vie officielle et la vie publique sont-elles devenues, ou sont-elles en passe de devenir entièrement, jalousement irlandaises. Et cela sans grand dommage, bien au contraire ; notons en outre une manifestation artistique et littéraire entièrement rénovatrice.

Sinn-Fein ! *Nous-mêmes !* Les Irlandais le sont redevenus.

L'Exemple Catalan (1)

La décadence catalane est assez récente: moins récente cependant que la nôtre, puisque c'est en 1479 que la Catalogne a été réunie a la couronne de Castille. Observons toutefois que les Catalans conservent une vigoureuse personnalité jusqu'au XVIII° siècle (Philippe V).

Le régime de centralisation auquel la Catalogne fut soumise est d'origine plus ancienne que la nôtre, avons nous dit. Malgré cela, au XIX^e^ siècle, le peuple catalan, surtout celui des campagnes, a gardé l'usage de sa langue.

L'Aristocratie et la noblesse l'emploient dans la vie domestique et familière, la bourgeoisie s'en sert pour la correspondance intime ou d'affaires, pour les livres de comptes

(1) La Catalogne s'étend du Roussillon à la région de Valence. C'est la contrée la plus fertile de la péninsule Ibérique. Elle compte 4 millions d'habitants.

et certaines pièces de la vie communale et paroissiale. On prêche en catalan et c'est dans cette langue que dans les écoles on enseigne les premiers éléments.

Les premières manifestations de renaissance catalane datent de 1814. A la tête du renouveau intellectuel se placent Joseph Pau Ballot y Torrès qui publie sa *grammatica y Apologia de la Llengua Cathalana.* En 1833 d'Aribau publie son *ode à la Patrie.* En 1840 est crèé un périodique de langue catalane. Enfin en 1859 sept Catalans ressuscitent leurs antiques Jeux Floraux, ce sont: *Juan Cortada, Josè Luy Pons y Gallarza, Victor Balaguer, Manuel Vila y Fontanals, Joaquin Rubio, Miguel Victoriano Amer et Antonio de Bofarull.*

Au moyen du *chant, du théâtre, de la danse, du journal, voire de la perpétuation des traditions religieuses,* les catalans se sont préparés à l'autonomie qu'ils ont conquise partiellement et grâce à laquelle ils pouvaient (il faut en parler au passé puisque ceci n'existe

plus, momentanément, espérons-le) user de leur langue, de leur Université, de leurs Bibliothèques, de leurs Écoles, de leur Drapeau qui défendaient la culture nationale.

La *Mancomunitat* (1) réunissant les quatres provinces catalanes était le germe d'un parlement futur.

Et aujourd'hui ceci semble sérieusement compromis, puisque le gouvernement du général Primo de Rivera, a interdit la langue, le drapeau, les écoles et jusqu'a la *Mancomunitat*.

Les actuelles aspirations des nationalistes catalans, aujourd'hui devenus séparatistes (2), sont les suivantes: La péninsule Ibérique se composant de trois nations, Castille, Portugal, Catalogne; le Portugal

---

(1) En 1918 le statut d'autonomie catalane présenté par la *Mancomunitat* et qui avait été ratifié au préalable par 98% des municipalités, avait été refusé.

(2) En 1918, grâce au triomphe du principe des nationalités, la Catalogne avait compté sur sa liberté qui lui était brutalement arrachée ces temps derniers. Exaspérés, les nationalistes catalans sont devenus séparatistes.

ayant réussi à maintenir son autonomie; la Catalogne veut ardemment reconquérir la sienne, pour ensuite réaliser le grand songe des ibéristes : une fédération républicaine réunissant les trois états. Le premier pas étant la proclamation d'une république catalane indépendante (1).

Il est à remarquer que, malgré la fermeture des écoles, la grande majorité des journaux sont rédigés en catalan et que la population continue à parler le catalan. La propagande se fait clandestinement. Les philologues, les historiens, les poètes, les professeurs, les artistes inspirés de l'idée et de la tradition méditerranéennes, ont été mobilisés pour la cause sainte. Les classiques grecs, latins, italiens, grâce à eux, sont traduits et

(1) Nous sommes obligés de négliger, de parti pris mais à notre grand regret, le point de vue économique catalan très intéressant.

Il nous est impossible de nous y arrêter, cela nous amènerait trop loin.

édités en brochures luxueuses ou populaires (1).

Lentement mais avec obstination le mouvement s'étend et s'amplifie. La Catalogne veut sa liberté, et cela peut être le fruit d'évènements très sérieux.

Alsaciens-Lorrains, Flamands et Bretons

Au cours du trop bref historique que nous venons de faire de ces deux mouvements autonomistes dans des pays aussi différents entre eux que la Catalogne et l'Irlande, nous avons vu que l'éclosion de l'esprit régionaliste s'est faite au moment où l'on croyait à la disparition de tout sentiment national chez ces peuples.

En Irlande, la langue était presque oubliée, et nous savons que quand une langue est oubliée par le

(1) Voici quelques unes des Ecoles Nationales Catalanes non officielles. *Estudis Universitans Catalans, Institut d'Istudis Catalans, Societat Catalana de Filosofia, Universitat industrial, Escola Agricultura, Estudis Normales.*

peuple qui la parle tout sentiment national n'est pas loin de disparaître, puisque la langue est, comme on l'a dit, *la clef de la nationalité*. Et pourtant, cela n'a pas empêché que, tout d'un coup, les Irlandais ne se soient réveillés et n'aient revendiqué leur autonomie.

De même en Catalogne.

De même en Alsace-Lorraine où l'action contre la centralisation est appuyée par les neuf dixièmes des populations.

L'opposition à l'assimilation pure et simple y est menée à la fois par le clergé et par les éléments les plus avancés. En guise de protestation, à différentes reprises, des députés alsaciens ont prononcé, au Palais Bourbon, des discours dans leur dialecte.

On peut déduire de cette tenace volonté, exprimée par la quasi unanimité des Alsaciens-Lorrains, que l'Autonomie de l'ancienne Terre d'Empire n'est qu'une question de jours.

De même dans les Flandres où un

sérieux mouvement a contraint l'état belge à l'octroi de certaines concessions (depuis le 17 juillet 1895 toutes les lois doivent être rédigées en Français et en Flamand).

Inauguré en 1830 par Jean Frans Willems, le mouvement flamingant semble devoir triompher. On compte actuellement plus de cent périodiques rédigés en langue nationale et parmi ceux-ci de nombreux quotidiens.

De même aussi en Bretagne où l'assimilation par l'esprit parisien (puisque c'est l'esprit parisien qui symbolise l'esprit français) des caractères nationaux, aurait dû se faire plus vite et mieux qu'en Corse où nous sommes isolés par l'eau et où nous avons été rattachés à la France trois siècles plus tard.

Et cependant, la Bretagne revendique le droit d'être une nation jalouse de sa liberté et de sa langue qui est celtique dans la même mesure que la notre est latine (1),

(1) On peut dire aussi que la langue bretonne est à l'irlandaise ce que le dialecte corse est à la langue italienne.

et ceci à un point tel, que nous avons pu lire dans *BreizAtao*, organe des nationalistes bretons, des phrases comme celles ci: « *La Bretagne, nation véritable aux frontières naturelles* », « *La Bretagne n'est pas seulement un peuple mais une nation* », ou encore : « *Le territoire de la Bretagne historique répond aussi parfaitement que possible à une unité géographique évidente. Tout y est différent du reste de la France.* »

Et cependant, la Bretagne n'est pas une île comme la Corse, où la discrimination a pu mieux se faire d'avec les races continentales pour n'en former qu'une seule, profondément caractérisée, profondément dissemblable des autres.

Et cependant, la Bretagne est un territoire intimement rattaché au continent français qu'aucun obstacle naturel, comme la mer, ne sépare de lui.

Alors?

Voilà qui devrait donner à réfléchir aux adversaires de notre doctrine.

Eh ! quoi une province entièrement liée au territoire français, par sentiment justifié d'orgueil national et aussi par nécessité vitale, veut faire revivre son passé dans toutes ses caractéristiques, et nous autres Corses, race ethniquement différente, nous hésitons à être nous-mêmes. C'est à dire que nous avons honte de notre nationalité.

Cela ne doit, ne peut être.

Il faut réagir.

Qu'y a-t-il de monstrueux à ce que nous voulions ressusciter notre vieille (pas si vieille que ça au regard des autres dont nous avons parlé) Nation ?

Il n'y a là rien que de très légitime pour nous à le faire. Il y va même de notre dignité. C'est notre devoir. Qu'y a-t-il alors d'étonnant ?

Rien, me dira-t-on. Mais cependant, ce n'est pas là, l'avis de chacun, et principalement de ceux que nos idées, ont le don d'inquiéter sinon d'exaspérer.

Si pourtant de telles idées en inquiètent quelques uns, c'est, sans

doute aucun, qu'elles vont à l'encontre de leurs intérêts. Il nous faut alors conclure, que ces intérêts personnels sont à l'opposé des intérêts de notre pays (1). La Corse a tout à gagner de l'expansion des idées corsistes puisque cette expansion marquera chez nous un renouveau dans toutes les branches de l'activité.

Ce revirement que nous préconisons, il est urgent qu'il s'opère car notre île ne peut espérer quelque soulagement que du prompt avènement d'un nouveau *modus vivendi*.

(1) Il est nécessaire que cet intérêt personnel soit sacrifié à l'intérêt national

LE MOUVEMENT NATIONAL CORSE

Si haut que nous remontions dans nos annales, nous voyons que des préoccupations de la nature de celles dont nous avons parlé s'étaient à maintes reprises exprimées.

Déjà la guerre de 1870 avait marqué un léger revirement dans les esprits. Oh ! bien faible, presque imperceptible et qui ne se développera jamais beaucoup.

Des revues comme la *Ruche* (ollagnier) *L'Echo de la Corse* (id.) parues dans les environs de 1872-74 trahissent de telles préoccupations, mais sont trop éphémères pour marquer une empreinte si légère soit elle.

Cependant, cette initiative n'a pas été vaine puisqu'en 1880 se place la date de la fondation de la *Société des Sciences historiques et naturelles de la Corse*, groupant une pléiade d'hommes remplis de bonne volonté, dont l'effort, surtout historique, ne sera pas inutile. Ils auront eu le mérite de ressusciter l'étude de l'Histoire de la Corse, et; ce faisant, de contribuer à l'essor du sentiment national qui sommeillait chez chacun de nous.

Parallèlement à cet effort historique, il faut noter la naissance du premier journal insulaire en dialecte corse : *A Tramuntana* de Santu Casanova.

A côté de l'histoire, le parler, et quand l'histoire et la langue revivent chez un peuple, on peut croire à sa vitalité.

Le grand mérite de Santu Casanova, polémiste et écrivain de talent, aura été de forcer les Corses à s'intéresser à leur dialecte en leur offrant le régal de sa prose caustique et mordante. Il aura réussi la difficile

gageure de ranimer en nous, si sceptiques à l'époque, le goût de notre parler que nous allions perdre irrémédiablement sans l'arrivée de ce thaumaturge qui l'a ressuscité.

N'omettons pas non plus de signaler l'effort méritoire de Petru Vattelapesca (P. Lucciana), auteur de tant de comédies savoureuses et mordantes aujourd'hui injustement dédaignées. Parallèlement à ziu Santu il a fait œuvre dialectale utile. Un seul regret à son endroit : qu'il ait cru bon de se borner à écrire un sous-dialecte incapable de représenter, selon nous, malgré sa saveur et sa verdeur, le dialecte plus généralement employé en Corse.

Les semailles étaient faites dans le vaste champ historique et littéraire de notre pays, semailles qui ne devaient pas tarder à donner des résultats.

Petru Lucciana, dont nous avons signalé l'œuvre si importante, fondait en 1904 la société *Cirnea* qui publiait un bulletin : *Cirno* (Ollagnier et Piaggi édit.) Mais en 1908

Lucciana disparaissait et, avec lui, la société dont il était l'animateur.

A ce même moment la *Société des Sciences historiques* elle-même est en pleine crise.

Jusqu'en 1913, rien. On aurait pu croire à une faillite totale de ces idées, à une lassitude générale des esprits qui n'est pas à notre honneur.

Les premiers symptômes d'une renaissance de ces idées, vers cette époque, nous sont fournis par la publication de l'opuscule capital de Petru Rocca, *Les Corses devant l'anthropologie* (Paris, Gamber 1913.) et par la publication d'un journal à tendances timidement régionalistes: *La Renaissance de la Corse*, où pourtant Joseph Ferrandi mena, le premier, une campagne pour l'érection d'un monument à Pontenòvu.

Enfin, Avril 1914 est une date des calendes corsistes à retenir ; elle marque la parution de *A Cispra* de Saveriu Paoli et T. Versini. La préface de cette revue est un véritable manifeste régionaliste, précis, clair,

concis. Le problème corse y est courageusement et lucidement exposé. A Cispra mérite d'être le breviaire de tout bon corse. (1)

Enfin on se réveillait ! Les années précédentes n'avaient été que des années d'incubation. Mais hélas ! la guerre allait disperser tant de nobles projets. Elle emporta tout et tous dans la tourmente. Aussi, jusqu'en 1918, les esprits sont-ils tenus en haleine par le fléau. Le revirement qui allait s'opérer dans les esprits sous la double influence de *A Cispra* et de l'opuscule de Petru Rocca est interrompu. Observons d'ailleurs que cet arrêt est momentané et qu'il prélude à l'éclosion et à l'entier épanouissement de ces mêmes idées, épanouissement qui se fera après les hostilités.

Cette période de tension des es-

(1) C'est au milieu de la veulerie générale que S. Paoli a jeté son cri angoissé qui s'est répercuté dans l'île endormie où les ondes qu'il a produites semblent encore y résonner comme celles d'un colombo vengeur.

prits a été favorable à la germination de ces graines que le prévoyant génie des précurseurs avait semées.

A MUVRA

En 1920, à Paris, la *Revue de la Corse* paraît simultanément à *A Muvra*.

Mais c'est à *A Muvra* exclusivement que revient l'honneur d'avoir créé et développé une doctrine politique à la mesure de nos besoins : *le Corsisme*, dont nous examineront plus loin les caractères.

C'est *A Muvra* qui a repris, avec une force singulière et en leur insufflant une vie nouvelle, les théories de *A Cispra*, qui sont d'ailleurs celles mêmes de Petru Rocca dans les *Corses devant l'Anthropologie*.

C'est *A Muvra* qui aura eu l'honneur de susciter ce mouvement d'opinion qui, de jour en jour, gagne chacun de proche en proche.

C'est elle qui aura présidé à l'éclosion de tant de publications régionalistes, corollaire indispensable de toute vie régionale.

C'est à *A Muvra*, secondée par *U Partitu Corsu d'Azione*, que revient le grand mérite d'avoir élevé la croix du souvenir à Pontenòvu. Acte de foi, acte symbolique, de courage aussi autant que de piété, plein de germes d'avenir.

A Muvra a été la raison même de tant de publications qui ont vu le jour ces dernières années : *A lingua Corsa* (1922) *Annu Corsu* (1923) *A Baretta Misgia, Giuventù, Kyrnos, LAltagna* (1925) etc. et de groupements à tendance régionaliste plus ou moins poussée... Sans elle on peut douter qu'aucune de ces publications ou de ces associations eût vu le jour, car toutes doivent leur substance aux idées répandues par *A Muvra*.

ORIGINE DE NOS MAUX

On peut dire qu'a l'origine de nos maux est une incompréhension totale de notre race, incompréhension qui ressort clairement des premières mesures qui furent appliquées en Corse.

Qu'a voulu faire de notre pays la France? Un succédané, *une image de ses autres provinces.* A tel point que, dès le début de l'occupation, de sourdes rumeurs, accusaient les français *de vouloir assimiler la Corse d'un coup aux vieilles provinces françaises, au lieu d'aider progressivement à la régénération de l'île par une connaissance approfondie de ses besoins, de ses conditions économiques* (1). Ici nous saisissons sur le vif la méthode colonisatrice française,(2) *absorber, assimiler* au lieu de *régénérer* un pays. Cette méthode peut être excellente pour les colonies, en Corse elle ne pouvait qu'échouer. C'est ce qui advint.

Il fallait s'abuser étrangement sur le caractère essentiellement sain et ombrageux d'une race comme la

(1) Voir J. B. Marcaggi, Genèse de Napoléon, page 45.

(2) Le procédé, depuis le temps, n'a pas changé. On parle actuellement d'assimiler l'Alsace, qui, naturellement, régimbe.

nôtre pour admettre un seul instant l'hypothèse d'une capitulation.

Ce caractère, fait uniquement de fierté native et de robustesse, le Prof. U. Biscottini l'a très justement analysé et en termes excellents, dans sa belle préface à la *Fiorita di Poesie Corse* (1).

Le savant professeur dit en effet (nous traduisons littéralement): « La bataille de Pontenòvu est une date qui résume en elle-même toute l'angoisse de la tragédie spirituelle d'un peuple *vaincu mais non dompté*, parce que, même étouffées par le cercle de fer d'une civilisation puissamment absorbante, *les énergies intimes* de la race qui a donné au monde des hommes de la trempe de Sampiero, Napoléon, Pascal Paoli, *peuvent être affaiblies* oui, *mais vaincues jamais.* » (2)

Tout d'abord, continue le savant professeur, « *l'absorption* sem-

(1) Turin 1922. On peut se procurer cette *Fiorita* à la librairie de *A Muvra*.

(2) C'est nous qui soulignons.

blait inévitable (1), la victoire politique aurait suivi la victoire des armes, et les morts de Pontenòvu auraient enfermé pour toujours dans leur fosse le souvenir de la *grandeur spirituelle de l'île.* »

Mais, ajoute-t-il :

« *La vitalité d'une râce que les vainqueurs prirent pour de la* **sauvagerie de mœurs** (erreur capitale qui survit encore) n'ayant pas résisté à leur civilisation qui aurait fini par avoir raison d'elle, *envers et contre tous eut sa victoire. L'âme du peuple demeura vierge et forte* et les français ne se préoccupèrent pas d'en venir à bout fiers d'une **supériorité apparente** qui leur permit de tirer annuellement de l'île un certain nombre de fonctionnaires fidèles et de considérer les masses comme la ressour-

(1) Nous sommes heureux de nous être rencontrés sur ce point avec l'éminent professeur. En effet, dans notre étude, si imparfaite, publiée par *Kyrnos* (septembre 1925), à propos de Pontenòvu, nous exposions, bien mal il est vrai, les mêmes idées.

ce inépuisable de son armée aux heures de danger. »

Arrêtons là nos citations. Comme chacun a pu le voir, elles sont profondes autant qu'exactes. J'ajoute qu'elles sont essentielles à la compréhension d'une race comme la nôtre, qu'aucun historien français, ne me semble avoir su pénétrer, faute d'avoir négligé l'étude de notre histoire, l'histoire corse étant la clef du problème corse (1).

Autre Erreur — Au lieu de régénerer notre pays, la France entreprit donc de se l'assimiler. La tâche n'était pas facile. Aussi s'y prit-elle d'une façon détournée mais très ingénieuse.

A l'aide d'offres d'emplois alléchantes, trop tentantes pour des gens qui n'ont chez eux aucune possibilité d'enrichissement et, par suite, de bien-être, on parvint à dé-

(1) Nous avons développé un point de vue sensiblement analogue dans nos articles de *A Muvra : Emancipons-nous*, *Tradizione* et *Point de vue corsiste*.

tourner les yeux des Corses du triste spectacle qu'offrait leur malheureux pays. Il advint alors l'inévitable, nos compatriotes ne songèrent plus à lui, ou si peu ! Ne leur affirmait-on pas, au surplus, que leur île, d'un caractère trop particulier, n'était susceptible d'aucune amélioration !

Nous fûmes quelques uns à nous apercevoir que cette prime à l'individu n'était, de la part du gouvernement qui la pratiquait, qu'une utile et habile diversion. Cela empêchait qu'on ne criât à l'abandon. Ce bas procédé a manqué de réussir.

Mais l'exemple de la Sardaigne a, d'autre part, contribué grandement à désiller nos yeux.

Eh ! quoi, à deux pas de chez nous, une île, la Sardaigne, atteignait, sous la vigoureuse impulsion de l'Etat Italien, à une prospérité, à une richesse étonnante... Mais n'insistons pas, comme le disait le Dr Lucchini, *prolonger la comparaison serait honteux pour la France.*

Anomalie — Napoléon remarquait, il y a cent ans et plus, dans ses *Lettres sur la Corse*, que « la centralité de sa position, le nombre de ses ports et la fertilité de son sol l'appelaient à un grand commerce. La mer, ajoutait-il, qui pour tous les autres pays fut la première source des richesses et de la puissance, la mer qui éleva Tyr, Carthage, Athènes, qui maintient encore l'Angleterre, la Hollande et la France au dernier degré de splendeur et de puissance fut la source de l'infortune et de la misère de ma patrie... »

Il y a là une singulière anomalie. Passe encore au temps des génois, que notre commerce fut stationnaire, nul. Mais au temps des français de la Révolution, cela paraît une gageure !

A-t-on seulement cherché à atténuer cette anomalie ? Que non pas. Rien n'a été tenté ou presque. Notre *infortune* et *notre misère* n'ont donc pas disparu.

Pourtant, les *ports francs* (1) auraient pu être une source d'activité commerciale pour nos villes maritimes. La richesse aurait pu venir de ce côté.

Il y a là matière à examen. C'est une question qui devra être étudiée de nouveau car elle a pour nous une très grande importance. D'elle dépend l'avenir économique de la Corse.

(1) Voir les excellents articles d'Eugène Grimaldi sur cette importante question, dans *A Muvra* de 1923-24.

LES REMÈDES

La doctrine corsiste

Notre régionalisme trouve sa raison d'être dans la conquête des libertés qui sont essentielles à une nation. Ces libertés ne sont pas utopistes mais réelles, vitales.

Pour en comprendre la nécessité, il est nécessaire d'avoir constamment sous les yeux cette phrase de Saveriu Paoli dans *A Cispra* : « *La Corse n'est pas un département français mais une nation vaincue qui doit renaître.* »

Placés à un tel point de vue toute confusion deviendra impossible.

Mais pourquoi, me dira-t-on, voulez-vous que la Corse soit une nation ?

La réponse est aisée.

Qu'est ce en effet qu'une nation ?

Si nous considérons une nation,

comme une *unité géographique évidente,* la Corse est une nation. Nous ajouterons, au surplus, que *tout y est différent du reste de la France.* C'est une autre vérité que l'on ne nous contestera pas. Marquons toutefois un autre point : *La Corse doit être considérée comme une nation parce qu'elle a des frontières naturelles et qu'elle est composée par une race antochtone.* Ceci dit, il devient aisé de définir la Corse de la façon suivante : *un organisme ayant des besoins particuliers prédestiné à une existence particulière.*

N'est ce point cela ?

Mais ne nous évertuons pas à démontrer la réalité d'une chose aussi évidente. La nation corse n'a-t-elle pas *existé ?*

Donc, première nécessité pour nous : *avoir conscience de nos intérêts.* Cette conscience de nos intérêts nous ne l'obtiendrons qu'en ayant conscience *de notre nationalité.* Pour savoir ce qu'est notre nationalité il faut que nous étudiions

l'histoire de notre pays. Notre histoire est le portrait le moins fardé, le plus exact que nous ayons de nous-mêmes. Nous nous y reconnaîtrons très vite.

Pour obtenir de tels résultats, unissons nos efforts. Ayons un pôle positif qui cristallise tous nos besoins, qui articule toutes nos revendications. Qu'il soit, ce pôle positif, le lieu géométrique de tous les espoirs corses, de toutes les activités corses.

Or ce pôle positif nous l'avons, c'est *U Partitu Corsu d'Azione* qui, par l'organe de *A Muvra*, s'est employé de son mieux à faire que nous ne perdions pas toute notion du sentiment national, toute idée de nos intérêts. La doctrine corsiste a été formulée par *A Muvra*.

Qu'est-ce que le corsisme? — Un régionalisme cristallisé et approprié aux besoins d'une Corse économiquement et spirituellement abandonnée. Le corsisme c'est l'expression du nationalisme corse, nationalisme nourri de l'idée paolienne

et qui préconise une exploitation rationnelle des ressources corses pour subvenir aux besoins pressants, urgents du pays. En un mots *l'autonomie.*

L'idée n'est pas nouvelle, c'est dire qu'elle n'est pas de notre invention.

Chacun, j'imagine, n'ignore pas les paroles de Paoli (paroles que pour notre part nous avons longuement méditées) **«Je ne vois pour la France d'autre système de gouvernement à appliquer à la Corse qu'un système de protectorat.»** (1) Ce qui en langage d'aujourd'hui signifie *système d'autonomie.* Voit-on maintenant combien le grand politique réaliste avait raison. Pour avoir méprisé ses avis, fruits d'une longue expérience des hommes et des choses, on n'est arrivé à rien.

Comme on le voit, la réalisation

---

(1) Rapporté par J. B. Marcaggi dans sa *Genèse de Napoléon*, page 50, qui est un livre précieux à tous égard. On voit qu'il a été écrit sans autre souci que celui de la vérité historique.

du programme corsiste est basée sur l'autonomie. Car l'autonomie, en élargissant nos moyens d'action, nous forcera à trouver les mesures les plus appropriées à nos besoins.

L'autonomie est un mot qui effraye mais bien à tort. Si nous l'avons choisi c'est sans arrière-pensée aucune. Puisque l'on ne veut pas s'occuper de nous qu'on nous donne à nous-mêmes le moyen de travailler à la prospérité de notre pays !

Tous ceux qu'intéresse la grande pitié des provinces françaises sont obligés d'en arriver là, de quelque point de vue qu'ils partent. Il n'y a pas d'autre moyen d'insuffler la vie à un organisme atrophié.

Que proposent les Fédéralistes ?

Ce que nous mêmes avons proposé.

En voulez-vous la preuve ?

Sous la plume de M. Jacques Reynaud, théoricien du Fédéralisme, nous lisons :

« Sous ce régime (le fédéralisme) les pays de France se constituent en Etats souverains, véritables répu-

bliques françaises, et recouvrent *leurs libertés naturelles* niées depuis 1789, surtout par une centralisation d'autant plus funeste que les nécessités qui l'avaient fait naître devenaient de moins en moins pressantes. *Chaque état* **autonome** *cherche dans la confédération le complément nécessaire à son propre développement,* il abandonne de sa souveraineté tout ce qui regarde l'intérêt national. » (1)

*
* *

La doctrine corsiste n'a rien d'effrayant, comme on a pu le voir. N'est-elle pas plutôt de nature à rassurer ? Et ceci n'est pas un paradoxe. Car enfin, il n'est pas nécessaire du tout que nous subissions l'emprise de ce Centre parisien dont M. Lucien Romier disait dans le Figaro « qu'il exerce sur la France entière une influence et un rayonnement tyranniques dont on ne voit

(1) Voir Revue Fédéraliste. Octobre 1925. *A nos amis anciens et nouveaux* — C'est nous qui soulignons. —

d'exemple en aucun pays de même étendue. »

Qu'y a-t-il de plus nuisible qu'un état à centralisation outrancière ?

Sous la plume du même M. Romier nous lisons à ce propos (1) : « l'idée d'Etat et surtout l'idée de République ne se sépare pas d'un régime effectif de décentralisation. A leurs yeux (des Alsaciens) *la centralisation paperassière, telle qu'on la conçoit à Paris, représente un régime arriéré, un régime de tracasserie administrative et de faiblesse gouvernementale, un régime de responsabilité et de rendement presque nuls.* »

Tout commentaire de notre part, ne pourrait qu'affaiblir ces remarques piquantes autant que justes.

***

Du point de vue individuel, la centralisation telle qu'on la pratique n'est pas moins nocive. Car, chacun tend de plus en plus à pren-

(1) M. Lucien Romier (Figaro du 27 Janvier 1926) parle au nom des Alsaciens.

dre l'air, le ton de la capitale qui le domine et à l'influence de qui il n'a pas la force d'échapper. Cela est du plus déplorable effet sur la personnalité de l'individu.

En de telles conditions la vie des Provinces tend, absorbée par cette fascination, à n'être qu'un pâle, voire un ridicule reflet du modèle dont on s'inspire.

D'autre part l'attrait qu'offre la capitale est une des raisons de l'exode des ruraux vers la ville.

Le régionalisme doit donc être favorisé de ce point de vue utilitaire. Mais d'un autre côté, un régionalisme bien compris contribuera grandement, en ressuscitant dans chaque province toutes les particularités qui semblaient sans valeur sous la poussée du mimétisme parisien, à sauvegarder l'originalité, l'intégrité d'un peuple que cette contamination menaçait.

En veut-on des exemples ?

La France nous en offre au cours de son histoire qui valent la peine d'être médités.

Ce pays a été, à un moment donné, un conglomérat de petits Etats presque autonomes — la plupart — car ils détenaient de nombreuses libertés et ils avaient une vie distincte, assurée par le fonctionnement de leurs petits parlements. Ce qui ne les empêchait pas de participer et de contribuer à la vie nationale. Les Parlements de Bretagne, de Provence et d'ailleurs étaient une source de vie pour les provinces qui leur donnaient cette allure de petites nations organisées, conscientes de leurs besoins et appliquées à les satisfaire au mieux de leurs intérêts. Cette vie des provinces s'est depuis atrophiée.

On se rend compte des services que rendrait en Corse pareille institution. Son initiative pourrait être d'un grand secours à nos maux, si elle s'inspirait de cette règle, *continuité de vue et continuité dans l'action*. Connaissant l'étendue de nos besoins et notre capacité financière ce parlement saurait tirer de nous tout ce qui serait utile au dé-

veloppement de la vie économique de l'île.

On insufflerait même une vie nouvelle à ces organismes d'arrondissement qui sont atrophiés. Et l'on constate ici, une fois de plus, la nocivité de la centralisation outrancière : *elle rend inutiles les petits rouages*. Ainsi les conseils d'arrondissement, qui devraient jouer dans l'arrondissement le même rôle que le conseil général pour le département, sont frappés de stérilité par le pouvoir central qui absorbe tout et ne subvient à rien.

Ces organismes qui se meurent doivent donc être revivifiés. Et que l'on ne me dise pas le contraire. J'en parle à mon aise, moi que le hasard a conduit dans un de ces conseils d'arrondissements. Il m'a donc été donné de constater, personnellement, l'idée que se faisaient de leur fonction les conseillers eux-mêmes. Ils ne sont pas dupes de leur inutilité puisque l'un des membres déposa lors de la première session un *vœu qui demandait la suppression*

des conseils d'arrondissement!!

Autre constatation. Si la première réunion de ce conseil a pu avoir lieu c'est grâce à l'élection du président qui semble la seule raison d'être de cet organisme qui cependant pourrait rendre des services appréciables. La seconde réunion n'a pu avoir lieu. La moitié des membres n'étaient pas venus !

Si donc l'on veut que la prospérité règne en Corse il est de toute nécessité de rendre à ces organismes agonisants la vie qui les abandonne. L'autonomie seule peut opérer ce miracle.

CONCLUSION

La France a été, tout au long du XIX^e^ siècle, et passe encore pour être le champion des nationalités. Se peut-il alors, sans incohérence et contradiction de sa part, qu'elle continue de faire la sourde oreille à nos légitimes réclamations ?

Ayant réussi, pendant plus d'un siècle, à force d'atermoîments et de demi-mesures, à voiler nos misères à nos propres yeux, il est temps qu'elle nous prouve la sollicitude autrement que par des simulacres d'intérêt. (1)

Il serait vain d'épiloguer sur des

(1) Ce ne sont pas ces stériles commissions parlementaires, périodiques, rituelles, symboliques aussi (la dernière en date n'a pas daigné se déranger)qui nous guériront. Le peuvent elle même ?

faits aussi cruels, si nous ne voulions les faire concourir en vue d'un quelconque profit. Avec les leçons du passé construisons l'avenir.

*
* *

L'autonomie voilà le *leit-motiv* qui revient toujours sous notre plume. Il est vrai qu'elle seule peut donner à un organisme étiolé, exsangue, un peu de la vie qui l'a abandonné ; car elle réveille les activités latentes, excite les intérêts, pousse à l'action et aux initiatives heureuses, ranime en un mot les énergies éteintes. Elle seule, soyons-en persuadés, peut nous donner *les ports francs*, source de richesse pour nos villes maritimes, *une Université* (1) pour notre jeunesse, un parlement conscient de ses devoirs, pour l'administration de notre île. Inutile de dire que pour toutes institutions la voie à suivre est toute

(1) Cette Université pourrait être instituée grâce à des emprunts gagés sur nos forêts, dont chacun connait la valeur immense.

tracée, c'est la *tradition paolienne*, la meilleure, la seule qui convienne.

Chaque état, aux heures cruelles, se tourne vers l'autonomie pour lui demander ce qu'il est vain et chimérique d'attendre de réformes plus ou moins anodines

D'ailleurs il est loisible à chacun de remarquer que, dans chaque pays, les provinces qui par le passé firent figure de petites nations tendent à le redevenir. Et chacune d'elles alors se tourne vers cette source de lumière qu'est le régionalisme pour lui quérir la vie.

Si même, quelques uns de ces petits états ont, depuis peu, donné des signes de vitalité il ne faut pas oublier qu'ils doivent cette vie nouvelle uniquement à ces saines doctrines. Et puisque ces doctrines ont fait le bonheur de ces différents peuples, pourquoi donc ne feraient-elles pas le nôtre ? Essayons. Nous nous rendrons compte alors que notre destinée est à leur merci.

Et, si l'on me permet une comparaison aussi impropre, la Corse est

embourbée, enlisée, tel un charriot, dans la fondrière administrative et centralisatrice. Ses efforts sont impuissants à la tirer de là. Cependant, l'autonomie, cheval de renfort vigoureux est à portée qui viendrait à bout facilement de ces difficultés et de ces vains efforts où elle s'épuise inutilement.

*
* *

Il n'y a pas d'autre moyen, à notre connaissance, susceptible de nous tirer de cette impasse. Toute réforme autre que l'autonomie ne pourrait être qu'un succédané, une forme édulcorée de l'autonomie ou du fédéralisme si mieux l'on aime cette expression.

*
* *

Il est établi que nos maux viennent de la centralisation excessive. Profitons donc, nous autres Corses, des revendications actuelles des Alsaciens-Lorrains dirigées contre cette centralisation, pour faire aboutir nos propres réclamations qui sont tout autant légitimes.

Il y a quelque temps, M. Lucien Romier résumait comme suit les raisons du malaise alsacien qui résulte, dit-il, de « la méconnaissance criante du *tempérament fédéraliste* des populations rhénanes »

Et alors,

« Le premier et immédiat devoir de l'Etat consisterait à créer un *ministère ou un sous-secrétariat stable de l'Alsace-Lorraine*, à y mettre un homme autorisé, actif, décidé et *de vues larges*, qui consentirait à s'y vouer tout entier *et très longtemps.* » (1)

Faisons notre profit de ces remarques.

Mais continuons le diagnostic de M. Romier qui ajoute:

« Le Français ne se rend pas compte que, depuis trente ou quarante ans, il est le peuple le plus « *centralisé* » le plus « *uniformisé* » le plus « *nivelé* » de la terre, qu'il l'est à un degré anormal et abusif, que cela s'ex-

(1) C'est aussi ce qu'il aurait fallu faire pour la Corse depuis longtemps.

plique parce qu'il est devenu un peuple à développement stagnant et à réflexes passifs, que sa conception bureaucratique de la République et de la Démocratie *est en opposition* avec les conceptions de toutes les autres républiques et démocraties fédéralistes ou corporatives. »

Il nous semble inutile d'insister davantage sur ce point que nous avons traité au chapitre précédent. Nous offrons ces citations à nos lecteurs sans commentaire aucun.

*
* *

Par les signes de vitalité qu'elle a donné ces temps derniers, nous avons pu croire que l'heure ne tarderait pas à venir où la Corse rejetterait la centralisation meurtrière qui est le plus accablant fardeau dont elle soit chargée.

Ces signes grandissent de jour en jour, nous nous en apercevons au succès que nos idées rencontrent un peu partout, parce qu'elles répondent à des nécessités concrètes. Aussi est-il urgent que se continue leur diffusion.

L'heure, alors, ne pourra tarder où, ces idées ayant muri, le moment sera venu de réaliser des réformes, d'obtenir enfin cette autonomie hors laquelle il n'est pas de salut. (1)

FIN

(1) Comme il n'était pas dans mon dessein, de formuler une doctrine et de jeter les bases de la constitution qui, recueillant l'approbation de tous, sera susceptible de s'adapter le mieux à notre pays, j'ai laissé ce soin à d'autres.

Ayant simplement voulu au cours de ces pages montrer à mes lecteurs l'urgente nécessité qui s'impose à nous d'obtenir pour notre pays, la vie économique qui aurait du être sienne depuis longtemps. Les vieilles méthodes ont fait leur temps. La centralisation meurtrière doit être rejetée.

Je serais parvenu au but que je me suis fixé si mes lecteurs s'en étaient rendus compte.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
à Petru Rocca	6
Avant-Propos	8
Le Concept Régionaliste	13
L'Exemple Irlandais	13
L'Exemple Catalan	19
Alsaciens-Lorrains, Flamands et Bretons	23
Le Mouvement National Corse	29
A Muvra	35
Origine de nos Maux	36
Les Remèdes	44
La doctrine corsiste	44
Conclusion	55

Aiacciu. Stamparia di *A Muvra*, 1926

Les bons Corses lisent

A MUVRA et son **Almanach**

A BARETTA MISGIA et son **almanach**

Giuventù

ainsi que tous les ouvrages
publiés par
la Librairie de *A Muvra*
la plus importante, la plus variée
la plus corse !